

# LE REBOUSSIER

Mensuel informatif syndical hautement intellectuel (sic !), recommandé par les plus grandes marques de décapants

Section SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES GARD – Édition Mars 2014

## FONCTIONNAIRES, LA MEUTE EST LÂCHÉE !

*La plupart des gouvernements traditionnels divisent les gens, ils les dressent les uns contre les autres pour affaiblir la société et la rendre gouvernable...*



### SOMMAIRE :

**COUP DE GUEULE : CE NE SONT PAS LES FONCTIONNAIRES, LES RESPONSABLES DE LA DETTE !**  
PAGE 2 & 3.

**DOSSIER : LE PPP, SIGLE DES PRÉDATEURS DU SERVICE PUBLIC !**  
PAGE 4.

**POÉSIE SOCIALE : RÉVOLTE (MARTIN CODRON).**  
Page 5.

**Le Rébousier**  
Journal de SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES Gard.

**Solidaires** SYNDICAT / NATIONAL  
**Finances Publiques**

**La force de tous les agents de la DGFIP**

### ÉDITO :

#### **C'EST LA FAUTE AUX FONCTIONNAIRES !**

On nous programme à mépriser, voire haïr les fonctionnaires, et cela depuis un peu plus de trente piges ! Pourquoi ? C'est une solution de facilité : si on a des problèmes économiques, c'est parce que «y'a trop de fonctionnaires» ! Facile donc, c'est du prêt à penser largement répandu, donné en pâture au populo, qui aime tout sauf réfléchir... mais bon, peut-on les blâmer ? Car en fait ils sont eux même victimes du système en place ! Et justement, que veut-il, ce bon vieux système tout pourri, qui est en train de crever, mais qui s'accroche, qui s'accroche.... Eh bien c'est simple, ce bon vieux système mortifère ne veut plus de secteur public ! Pourquoi ? Parce que toutes les activités que remplissent les fonctionnaires et le secteur public représentent un marché extraordinaire, que voudraient bien s'approprier certaines grosses entreprises privées !

Et ce pauvre système néolibéral voit ses marchés potentiels se réduire comme peau de chagrin, alors comme il faut de la «croissance», voilà une bonne occase' de maintenir encore le système en vie quelques années ! Et la doxa néolibérale européenne de Bruxelles, encourage ça ! Pour ces psychopathes, tout ce qui est public doit être Privatisé ! Donc, les citoyens doivent comprendre ce que tout ça veut dire !

**Lorsque tout sera privatisé, nous serons privés de tout !**

# COUP DE GUEULE : CE NE SONT PAS LES FONCTIONNAIRES, LES RESPONSABLES DE LA DETTE !

Faut-il diminuer sauvagement le nombre de fonctionnaires ? Les habitués du REBOUSSIER verront encore dans cette question une provocation gratuite vis-à-vis des évidences de notre temps. Il est si spontanément vrai que la France s'épuise sous une masse de fonctionnaires inutiles, improductifs et généralement incompétents, qu'une seule mesure ne peut plus faire débat : la diminution drastique de leur nombre.

L'expérience montre d'ailleurs que c'est généralement chez les autres qu'il y a trop de fonctionnaires, et qu'il n'y en a jamais assez chez soi.

Essayez de supprimer un hôpital, une maternité, une perception du Trésor Public dans une circonscription d'un député bien connu pour ses déclarations tonitruantes contre le coût des fonctionnaires, et vous verrez que, dès qu'il s'agit de son clocher ou son jardin, il s'accommode très bien de cette populace prétendument fainéante et nuisible qu'il décrit au Palais-Bourbon.

*Mais trêve d'ironie. Le propos n'est pas là, mais dans l'intérêt général qu'il faut poursuivre. Dans l'intérêt de la France, faut-il ou non accroître la saignée dont les services publics sont victimes?*

## Une réalité budgétaire mal cernée

Rappelons d'abord les vraies proportions des salaires des fonctionnaires dans le budget de l'État: 80 milliards d'euros hors pensions, soit moins de 25% des dépenses, un petit 120 milliards d'euros avec les pensions, ce qui ne fait pas le tiers de l'ensemble.

En réalité, la dette de la France, contrairement à ce que l'on croit, n'augmente pas à cause de la

masse salariale des fonctionnaires. Elle augmente pour de toutes autres raisons, à commencer par l'existence de la dette elle-même. Ce qui endette la France, c'est la part de plus en plus grande occupée par le service de la dette.

Rappelons que, depuis 2007, les déficits cumulés se sont creusés de plus de 250 milliards d'euros, quand la masse salariale restait stable ou diminuait comme c'est le cas cette année. **L'explosion de la dette de la France durant les dernières années n'a donc rien à voir avec le nombre de fonctionnaires employés par l'État. Et quand bien même nous supprimerions tous les fonctionnaires en France, nous économiserions simplement de quoi équilibrer péniblement le budget de l'État, puisque le déficit prévu est supérieur à la masse salariale !**

C'est probablement ici que se niche l'ironie la plus cruelle dans les positions cachées des partisans d'une diminution du nombre de fonctionnaires. Leur rêve fou, celui d'une France asymptotiquement sans fonctionnaires (sauf des policiers et des gardiens de prison, bien entendu), ne règle pas le problème de la dette.

## Un management pitoyable

*En vérité, le discours sur le «trop de fonctionnaires qui coûtent trop cher» est une aberration sociale. Comment imaginer que, si les fonctionnaires sont vraiment improductifs et fainéants, ils puissent retrouver une motivation en étant fustigés sans discernement à longueur de journée ? Quelle entreprise pourrait raisonnablement retrouver le chemin de la croissance en infligeant pareil traitement à ses salariés ?*

# COUP DE GUEULE : CE NE SONT PAS LES FONCTIONNAIRES, LES RESPONSABLES DE LA DETTE ! (SUITE)

Aucun chef d'entreprise responsable n' imagine réduire sa stratégie d'avenir à une simple réduction de moyens, fondée sur l'emportepièce et l'invective vis-à-vis de ses salariés, et sans aucune ambition autre que celle-là.

C'est pourtant de cette façon que de dangereux idéologues qui ne connaissent des entreprises que leurs salons de réception, affirment pouvoir transformer le service public.

Curieusement, ceux-là aiment souvent accabler les exécutants des administrations, sans jamais s'attaquer au vrai problème : celui de l'encadrement et de la politisation outrancière du service public.

Depuis une quinzaine d'années, l'exercice des responsabilités dans la haute administration est de plus en plus soumis à des critères politiques, sans considération des capacités personnelles, en particulier managériales. Nous sommes entrés dans le règne des beni-oui-oui qui ont compris que la réussite ne dépendait pas de l'efficacité à servir le public, mais de l'efficacité à servir les élus.

Il existe des raisons structurelles à ce phénomène.

Avec la décentralisation par exemple, l'intérêt des postes en administration préfectorale s'est réduit, de telle sorte que sous l'impulsion de Préfets, le corps préfectoral est parti à l'assaut des emplois politiques. Il en ressort cette étrange atmosphère où les couloirs des administrations sont plus soumis à une culture du contrôle policier qu'à une culture de l'innovation. Imaginez que l'on peut réformer l'État en instaurant une terreur partisane dans

ses états-majors est évidemment un contresens profond.

Ces manières contaminent l'ensemble des grands corps, y compris le Conseil d'État !

On notera avec intérêt l'arrêt Sacilor de la Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg qui, en 2006, a condamné la France parce que, dans une affaire jugée en 2000 qui mettait aux prises le ministère de l'Industrie avec l'entreprise minière Sacilor-Lormines, le ministère de l'Industrie avait promu, en pleine procédure, l'un des juges au poste de numéro un du ministère ! Et le Conseil d'Etat trouvait cela normal.

Oui, tous ces petits arrangements-là sont insupportables, et comptent pour beaucoup dans la faillite de l'État. Ils imposent, nous le concédons, un grand nettoyage de printemps, mais qui n'a rien à voir avec une réduction du nombre de fonctionnaires.

**On construit un escalier par le bas !**

**On le balaye par le haut !**



# DOSSIER : LE PPP, SIGLE DES PRÉDATEURS DU SERVICE PUBLIC !

Un nouveau sigle commence à connaître une certaine renommée ! Le PPP nous est « balancé » dans beaucoup de réunions publiques où des élus veulent nous inculquer les nouveaux modes de gestion de l'Etat, mais que se cache-t-il derrière ce sigle ? Ce n'est pas un nouveau gaz rare responsable de l'effet de serre, ni le nouveau parti à la mode. Non, c'est la façon distinguée de dire : **désengagement de l'Etat au profit de grands groupes privés !**

**Le partenariat public privé est la nouvelle façon de permettre aux capitalistes de faire de l'argent avec ce qui relevait des obligations de l'Etat.** Le plus connu de ces PPP étant la concession autoroutière, mais pour développer le principe à l'infini et permettre à leurs amis de « créer de nouveaux marchés », **l'Etat se détruit volontairement lui-même.** Le principe est le suivant : l'Etat ne voulant pas investir des sommes colossales dans la création ou l'entretien d'une structure immobilière, elle laisse l'investissement au privé qui, en contrepartie, jouit d'un revenu régulier, remboursant l'investissement sous forme de loyers ou de droit d'accès (des péages, par exemple). Ce principe était réservé à de grands projets de structures relevant des compétences de l'Etat (autoroutes, ponts, viaducs, aéroports, etc.), mais on le développe de plus en plus pour de plus petits projets relevant des collectivités locales, et ce de manière exponentielle.

On veut ouvrir de nouveaux marchés au privé et casser la possibilité pour les travailleurs d'influer sur l'utilisation d'un bien commun via les élections. Ces PPP sont de plus en plus utilisés pour la création d'hôpitaux, l'entretien de biens immobiliers, la conception, la réalisation et l'exploitation de centres aquatiques, etc. Ces investissements reposaient sur les finances des collectivités par l'octroi de subventions ou le crédit bancaire. En contrepartie, les collectivités géraient le bien suivant les critères de gestion publique. Les salariés ayant un minimum de regard sur celle-ci, toute forme de recherche de bénéfices était exclue - en tout cas si elle était trop visible. Des techniques comptables permettant d'imputer à un équipement « rentable » des contraintes budgétaires extérieures à son exploitation.

Mais la nécessité de traquer toutes les niches où l'argent circule sans que le capitalisme n'y prospère

change la donne. **Il faut que l'on puisse tirer bénéfices de tout et même du vital. Pour cela, les capitalistes jouent sur deux tableaux. Le premier est l'assèchement des ressources financières des collectivités et de l'Etat** (fin de la taxe professionnelle, baisse d'impôt et niche fiscale pour les plus riches, baisse des dotations d'Etat aux collectivités, exonération de cotisations pour les entreprises, j'en passe et des pires !). L'Etat et les collectivités se retrouvent exsangues et ne peuvent plus assumer des investissements lourds. La recherche de financement se fait donc hors de la sphère publique. Le second axe est la capacité financière du privé et sa soi-disant meilleure gestion des capitaux et des salariés. La gestion des salariés étant le cauchemar de tout service public.

Il est à noter que cette façon de faire permet aux collectivités de faire passer un investissement sur une ligne comptable de fonctionnement (un loyer ou une subvention de fonctionnement étant dans la case fonctionnement) et ainsi d'augmenter la pression sur le budget public. Le fonctionnement se devant d'être équilibré et étant la ligne budgétaire comprenant la masse salariale, cette manœuvre permet d'argumenter en faveur d'une baisse de la masse salariale, seule variable d'ajustement suivant les principes en vogue. L'appel à ce principe remplit d'aise aussi bien les collectivités que les capitalistes, les collectivités investissant peu (quelques subventions au départ), ne s'occupant pas de la gestion immobilière ou du personnel, et le privé s'accaparant un marché captif pour un temps plus ou moins long.

Le dindon de la farce est l'utilisateur, qui devra payer de plus en plus cher l'accès à des services qui lui facilitaient la vie quotidienne à un coût raisonnable, voire en fonction de ses revenus dans certains cas.

**On voit que les PPP répondent aux critères capitalistes. Il faut donc défendre l'investissement public, la conception publique, la gestion publique et refuser que la pression capitaliste casse l'outil de solidarité que pourraient constituer les grands projets publics (hôpitaux, chemins de fer, routes, etc.), et lutter pour empêcher une plus grande exploitation des salariés et ces PPP en sont une manière déguisée.**

# POÉSIE SOCIALE : RÉVOLTE (MARTIN CODRON).

## RÉVOLTE (MARTIN CODRON)

LE CHEMIN EST LONG  
SOUS LA CHAPE DE PLOMB  
DANS L'UNIVERS NOUS SOMMES POUSSIÈRES  
ET PIONS DES PLACES BOURSIÈRES....

DES RÊVES FORMATÉS  
PAR LES PUBLICITÉS  
SONT DES ÉVASIONS FURTIVES  
POUR D'AUTRES LUCRATIVES....

LA NATURE EST VIOLÉE  
PAR LES BANQUIERS ET LES FINANCIERS  
LA POLLUTION, L'URBANISME,  
EST LE RÉALISME.....

MÉDIAS ET MAC DO  
FORMATENT NOS CERVEAUX...  
POUR QUE L'ON ADHÈRE  
A CETTE NOUVELLE ÈRE....

COMBIEN FAUT-IL VERSER DE SANG  
POUR DEVENIR PUISSANT ?

COMBIEN VAUT UN ÊTRE  
POUR LES RATS DE LA JET SET ?  
PLUS D'UTOPIE  
C'EST UNE VALEUR IMPIE  
PLUS DE DISSIDENCE  
C'EST MAUVAIS POUR LA FINANCE.

CASSONS NOS FERS  
SORTONS-NOUS DE L'ENFER  
QUE NOS MOTS RÉVOLUTIONNENT  
QUE NOS VERS RAISONNENT  
NOIRCISSONS DES PAGES  
DE NOS COLÈRES ET DE NOS RAGES  
DANSONS NOTRE FOLIE  
SUR LES RUINES DE LEUR INDUSTRIE  
QUE NOS MOTS TRANSGRESSENT  
LES RÈGLES QUI OPPRESSENT.



**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
Finances  
Publiques

**Solidaires** finances

Union  
syndicale  
**Solidaires**

## LE CONSTAT EST SANS APPEL !

- ✓ ON NE PEUT DURABLEMENT FAIRE TOUJOURS PLUS AVEC MOINS DE MOYENS !
- ✓ ON NE PEUT DURABLEMENT ACCEPTER LE DECALAGE ENTRE LA RÉALITÉ DE SON MÉTIER ET SON REVENU !

- L'info en continu
- L'écoute au quotidien
- La combativité locale

## 3 FORCES À VOTRE SERVICE, J'ADHÈRE !

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES, ex SNUI SUD TRESOR, a été officiellement proclamée en tant que syndicat national le 9 décembre 2009 lors du congrès extraordinaire de Créteil. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES est aujourd'hui la première force syndicale unifiée de la DGFIP. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES réaffirme son objectif de développer le syndicalisme d'adhérents et de proximité dans un but d'efficacité syndicale garante des grandes solidarités et de la défense des intérêts des agents de la DGFIP. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES appelle les agents de la DGFIP à rejoindre le syndicat national par l'adhésion, par le vote aux élections professionnelles et par l'engagement militant.

SOLDAIRES FINANCES PUBLIQUES, une force pour tous les agents de la DGFIP !

Ouvert à toutes les préoccupations du monde du travail, soucieux d'apporter sa contribution à la lutte contre les exclusions, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES recherchera à nouveau toutes les possibilités de réduction des divisions qui ravagent le syndicalisme français. Dans l'administration des finances publiques et au-delà, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES montre la voie d'un syndicalisme de proximité dans lequel chaque adhérent peut se reconnaître. Enfin SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES en tant que spécialiste a toujours eu une expression sur la fiscalité et entend porter haut et fort les couleurs de la justice fiscale.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES est membre fondateur de l'Union Syndicale - Solidaires et d'ATTAC. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES fait partie de SOLIDAIRES FINANCES, de l'Union Syndicale - SOLIDAIRES et l'Union du Personnel des Finances en Europe (UFE).

**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
Finances  
Publiques

### SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - Section du Gard

15 BD ETIENNE SAINTENAC - AILE OUEST 30024 NIMES CEDEX 9 Tél : 04 66 36 56 43  
22 Avenue Carnot 30943 NIMES CEDEX 9 / Tél : 04 66 36 49 13

Secrétaire :

Olivier TOURNIER - SIE NIMES OUEST (06 19 20 22 99).

## SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - BULLETIN D'ADHÉSION

Nom (marital) : Prénom :  
Nom (patronymique) :  
Date de naissance : / / Grade : Echelon : Indice :  
Temps partiel : %  
Filière Fiscale : Filière gestion publique :  
Identifiant ministériel N° à 10 chiffres (voir ANAIS) :  
Adresse administrative - service - structure - téléphone :  
Mail professionnel : @dgfip.finances.gouv.fr

Coupon à renvoyer au Trésorier (qui calculera le montant de ta cotisation) à l'adresse suivante : Hôtel des Finances de Nîmes - SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES - Francis Bourrier - 15 Boulevard Etienne Saintenac - Aile Ouest - 30024 Nîmes Cedex 9